

<https://ricochets.cc/France-extension-de-la-repression-a-toutes-contestations-vegans-anti-specistes-anarchistes-lyceens-ecologistes.html>



**France, le gouvernement étend
la répression à toute forme de
contestatation : vegans,
anti-spécistes, anarchistes,
lycéens...**

Date de mise en ligne : samedi 28 décembre 2019

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Pas besoin d'être devin ou grand socio-politologue pour comprendre que les révoltes, contestations et émeutes ne sont pas prêtes de s'éteindre, elles vont au contraire s'amplifier et se multiplier dans les années qui viennent partout dans le monde, que ce soit à cause des violentes inégalités sociales ou pour cause de catastrophes climatiques et écologiques accrues, le plus souvent ces facteurs se mélangeront.

- ▶ Voir l'article [Des révoltes et insurrections explosent dans plusieurs pays](#) - *A force de précarité et de libéralisme, de régimes politiques non-démocratiques et souvent autoritaires (ce qui est inévitable dans tous les Etats), il n'est pas étonnant que la marmite explose au bout d'un moment, sous un prétexte ou un autre. Les régimes oligarchiques, leurs merdias et les capitalistes ont beau tout faire pour diviser, distraire, manipuler, réprimer, étouffer, un beau jour la cocotte minute, sous pression, explose. Désigner des boucs émissaires (musulmans, chômeurs, grévistes, migrants...), traiter les révoltés de factieux ou d'illégalistes ne marchent plus comme avant, les gens apprennent, se méfient de la propagande officielle.*

Le régime en place et les capitalistes le savent, c'est pourquoi ils rajoutent sans cesse de nouvelles couches de surveillance et de répressions, et commandent pour leurs flics de nouvelles armes et des stocks de munitions. Plus vite on destituera le régime et son monde capitaliste, plus vite on les empêchera de faire des dégâts.

Quelques exemples de ce qui se trame en France en ce moment :

- [Le gouvernement entend museler les lanceurs d'alerte sur la question animale](#) - *Défenseurs de la cause animale, l'astrophysicien Aurélien Barrau, la philosophe Florence Burgat et l'écrivain Jean-Baptiste Del Amo estiment dans une tribune que la cellule mise en place par le ministère de l'intérieur pour lutter contre les « atteintes au monde agricole » revient à criminaliser une contestation pacifique et légitime.*
- [Castaner dévoile sa cellule spécialisée contre les anti-spécistes](#) - *Plus 1000 actions de militants anti-spécistes ont été recensées en 2019 par les gendarmes.*
- [Dans un rapport gouvernemental, les anarchistes et les vegans sont désignés aussi dangereux que des djihadistes](#) - *En mutilant un individu, le gouvernement espérerait ainsi terroriser tous les autres et étouffer les contestations sociales. Et cette méthode d'intimidation risque de se renforcer, comme en témoigne un article de Libé sur le futur « schéma national du maintien de l'ordre » dont les organisations nationales et internationales veillant au respect des droits de l'homme ont été exclues de l'élaboration.*
- [LOIS SCÉLÉRATES : PANIQUE ÉTATIQUE ?](#)
- [« Pacifistes » ou « insurgés » ? Retour sur une intervention policière remarquée devant un lycée à Hyères](#) - *D'un côté, des « pacifistes », de l'autre des « insurgés ». Telle est la distinction a priori surprenante entre deux « camps » demandée par un responsable policier à différents adolescents lors d'une brève rencontre à Hyères (Var) - Dès l'école, les flics et certains de leurs alliés du monde enseignant veulent dissuader les jeunes de se révolter, les inciter à rester dociles, sages, à rester dans les clous de la naissance à la tombe.*
- [Le gouvernement envisage une expérimentation de la reconnaissance faciale dans des lieux publics](#)



Pour votre sécurité, vous n'aurez plus de libertés

éclairage historique et politique des lois de répression de l'opposition politique

► Pour un éclairage historique et politique des lois de répression de l'opposition politique, voir le livre de Raphaël Kempf : [Ennemis d'État - Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes](#) - Raphaël Kempf revient sur l'élaboration et l'application de ces lois d'exception et nous en livre la formule : votées dans l'émotion, elles donnent un pouvoir extraordinaire à l'État, à la police et au ministère public pour réprimer des adversaires politiques, avant de cibler peu à peu tous les citoyens. - *un parallèle entre le dispositif mis en place par les autorités aujourd'hui et la situation qu'a connue la France à la fin du 19e siècle, lors de la promulgation des lois dites « scélérates ».*

► Extraits de ces différents articles :

Ils nous répriment toujours plus ? Ça veut dire que contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire nous ne sommes pas démunies, qu'ils ne sont pas aussi à l'aise qu'ils voudraient nous faire croire. Les lois scélérates des années 1890 avaient pour but de mettre fin au mouvement anarchiste, et n'ont pas atteint leur objectif, nous sommes toujours là. Celles d'aujourd'hui ont pour but de nous empêcher de mettre terme à des siècles d'oppressions capitaliste, patriarcale et colonialiste. A nous de nous arranger pour qu'elles n'atteignent pas plus leur objectif que leurs ancêtres.

"Cette cellule Demeter vise à mettre tous les moyens nécessaires pour faire en sorte qu'aucune de ces atteintes au monde agricole ne soit impunie", a déclaré le ministre à Saint-Pabu (Finistère), aux côtés des représentants des syndicats agricoles FNSEA et Jeunes Agriculteurs.

"Des enquêtes avaient lieu dans telle ou telle commune, mais sans être forcément coordonnées. J'ai demandé que l'anti-spécisme soit un des axes prioritaires du renseignement", a-t-il ajouté. "Et nous allons renforcer les moyens dans le monde judiciaire, en coordonnant au niveau national, afin de lier des faits qui peuvent apparaître non liés, pour ensuite constituer des associations de malfaiteurs sur lesquelles nous devons enquêter."

Le périmètre de compétence de la cellule DEMETER :

La nécessité d'appréhender la globalité du phénomène des atteintes au milieu agricole implique que le périmètre de compétences de la Cellule DEMETER englobe la prévention et le suivi :

- des actes crapuleux, qu'il s'agisse d'une délinquance de proximité et d'opportunité (ex : vol isolé de gasoil ou d'outillage, etc.) ou d'une criminalité organisée voire internationale (ex : filière de vol de GPS agricole, etc.) ;
- des actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques.

Peuvent ainsi être citées, de manière non exhaustive :

- les vols (d'engins, de matériels, de production, etc.) visant les exploitations agricoles de tous types (élevage, pisciculture, culture, viticulture) ;
- les dégradations (incendies, sabotage de matériel, etc.) commises à l'encontre des exploitations agricoles de tous types ;
- les cambriolages commis aux seins des exploitations agricoles (hangars, etc.) ou aux domiciles des agriculteurs ;
- les violations de domiciles ou intrusions visant des exploitations agricoles ou des professionnels de l'agro-alimentaire aux fins d'y mener des actions symboliques (libération d'animaux, tournage de vidéos clandestines, etc.) ;
- les occupations (légales de terrains agricoles aux fins d'insémination temporaire par des groupes constitués de gens du voyage ou d'organisation d'événements festifs non autorisés (free-parties) ;
- les dégradations commises à l'encontre de certains professionnels liés au milieu agricole ou agro-alimentaire (bouchers, abattoirs, activités de transport d'animaux d'élevage, etc.) ;
- les actions anti-fourrure liées à des élevages spécifiques ;
- les actions menées par certains groupes antisécistes vis-à-vis du monde de la chasse, intimement lié au monde agricole (impact de la régulation cynégétique sur la protection des cultures, identité rurale, etc.) peuvent être intégrées à la cellule DEMETER en fonction des circonstances.

Cellule de répression DEMETER, pour suivre toutes les atteintes au monde agricole au sens large Castaner dévoile sa cellule spécialisée contre les anti-spécistes et autres militants des droits des animaux

« étendre le champ d'action du CIPDR (Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) à la radicalisation identitaire et à d'autres formes de radicalisation (anarchiste, antisioniste, vegan etc.) ; élargir le champ du site « Stop-Djihadisme » aux formes précitées de radicalisation et le rebaptiser « Stop-Radicalisation » ; introduire un module de sensibilisation aux risques liés aux différentes formes de radicalisation dans le cadre du service national universel. »

Toute idée qui ne viendrait pas de l'Etat pourrait être considéré comme « une association qui remet en cause les

fondements de la République », et donc : un ennemi à abattre.

Commentaires perso

finies les apparences de démocratie et de droits de l'homme qui endorment si bien les naïfs et les autruches, le régime, ses flics et son monde montrent leur vrai visage

Depuis quelques années, et encore plus depuis les gilets jaunes, il est clair que les gouvernements, en fidèles larbins du capitalisme et de l'ordre étatique, veulent criminaliser toute forme de contestation un peu ferme quel que soit le domaine (politique, agricole, écologique, social...). Ils veulent aussi contrôler voir interdire toute pratique sociale et modes de vie qui s'écartent un tant soit peu du troupeau.

Tandis que les gouvernements légalisent et encouragent les pratiques les plus prédatrices et brutales des capitalistes dans les domaines écologiques et sociaux (pillage des ressources naturelles et des biens publics), ils veulent clairement criminaliser et réprimer toute forme de résistance sérieuse à la destruction du vivant et des humains. C'est la marque même d'un régime autoritaire, de la dictature.

A présent, finies les apparences de démocratie et de droits de l'homme qui endorment si bien les naïfs et les autruches, le régime, ses flics et son monde montrent leur vrai visage, celui d'un monstre implacable rempli de dents.

Les résistances devront donc s'allier pour faire s'écrouler ce monstre infâme en sapant ses bases matérielles et idéologiques.

Un post de Terres Communes :

< ! « En + d' instaurer un partenariat entre gendarmerie, JA et FNSEA, la nouvelle cellule »demeter« (sic) ciblant les opposants à l'agriculture industrielle & à la chasse, vise aussi les gens du voyages et les free party... !!! » Tweet de @morka

- ▶ Voir la présentation de [DEMETER, la cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole](#)

Les alertes scientifiques alarmantes sur les impacts grandissants de l'agriculture industrielle pour notre avenir et celui du vivant s'accumulent à vitesse grand V, mais que décide le gouvernement ?

De criminaliser les lanceurs d'alerte sur le bien être animal, sur les dégâts de l'agriculture productiviste et par là même d'en profiter pour discriminer encore un peu plus les minorités déjà précarisés et réprimées et de criminaliser les rassemblements festifs sortant du cadre !

Sans parler de l'article 14 de la loi ELAN qui vise à empêcher tout habitat alternatif en France et à précariser encore plus les personnes n'ayant pas le choix de vivre autrement :

- ▶ Voir <https://www.droitaulogement.org/2019/12/chasse-aux-precaires-du-logement/>

Au moins nous savons que l'Etat Français et l'agriculture mortifère sont intimement liées... et avec Macron les choses sont simplement clarifiées !

Il est temps de renverser ce gouvernement qui va nous emmener encore bien plus vite dans le mur, et qui ne

fera rien pour aider une petite agriculture paysanne intégrée dans son environnement, qui n'empoisonne pas les gens et le vivant, qui fait vivre son territoire et garantit notre avenir commun avec la vie sur Terre !

Il est également temps de s'opposer radicalement à la FNSEA, la SAFER, les multinationales et autres institutions agricoles ou liées au développement de l'agriculture mortifère, nous n'avons plus le choix de la tergiversation, cela fait des décennies qu'on entend les promesses des politiques et nous sommes déjà maintenant entrées dans l'ère des catastrophes sanitaires, climatiques, écologiques, sociales qui ne feront qu'empirer, d'autant plus qu'ils sont déterminés à continuer !

► Cf notre [dossier sur la concentration mafieuse des terres agricoles en France permise par l'Etat via la SAFER](#)

Il s'agit de nos vies, des vies de nombres d'êtres vivants, c'est une question de vie ou de mort, allons-nous encore les laisser grignoter un peu plus nos libertés, notre santé, notre environnement jusqu'à ne plus pouvoir agir ?...

LOIS SCÉLÉRATES : PANIQUE ÉTATIQUE ?

(post de Résistance Écologiste Rennes)

Du délit de « rassemblements en vue de commettre des dégradations » aux lois antiterroristes, un point sur les tentatives de l'Etat pour étouffer la contestation.

Dans un rapport du 6 juin 2019, une commission d'enquête de l'Assemblée Nationale assimile les anarchistes et les vegans à des terroristes et met en garde contre les risques qu'ils présentent (1). Pour beaucoup de militant-e-s s'étant penché-e-s sur la question, ce rapport est le symbole de la répression à venir, et bon nombre craignent aujourd'hui un nouveau durcissement de la répression, qui pourrait nous frapper de plus en plus souvent avant même que nous n'ayons commis un quelconque délit, simplement parce que nous présentons un risque de passer à l'acte. Notons d'ailleurs que c'est déjà le cas avec le délit de « rassemblement en vue de commettre des dégradations », qui a mené à de nombreuses arrestations absurdes de militant-e-s n'ayant rien fait de particulier à part se trouver au même endroit que d'autres manifestant-e-s considéré-e-s comme de potentiels dangers.

Une situation qu'on ne pensait pas voir en dehors de Minority Report...

Petit point sur ce délit au passage, les parallèles qu'on peut dresser avec d'autres lois sont assez parlants :

- soit avec des lois passées, les tristement célèbres lois scélérates (1). En effet ces dernières avaient notamment pour but « de punir avant la commission d'une infraction, en partant du postulat implicite que des jeunes qui se réunissent dans l'espace public ne peuvent avoir d'autre intention que de fomenter des troubles » d'après Raphaël Kempf (2). Ça vous rappelle quelque chose ? A nous aussi.
- soit avec des lois fascistes toujours en vigueur chez nos voisins italiens, qui prévoient une « complicité morale » permettant d'inculper n'importe qui qui soit présent-e à proximité d'une manifestation au sein de laquelle des actions illégales sont commises. On peut citer l'exemple de Vincenzo Vecchi, un militant altermondialiste italien récemment jugé à Rennes (3).

Des comparaisons qui font rêver, non ?

On pourrait s'inquiéter de ces lois et de ces propos, qui nous promettent sans aucun possible doute une répression toujours plus violente et plus disproportionnée. Mais est-ce réellement un problème ?

Revenons d'abord rapidement sur le rôle de l'Etat, de la loi et de la « Justice ».

On ne va pas y aller par quatre chemins : le but de ces institutions est de protéger la classe bourgeoise.

Marx le disait déjà il y a bien longtemps : **l'Etat est un outil d'oppression aux mains de la classe dirigeante. Mais un Etat ne reposant pas sur des principes acceptés par sa population est un Etat fragile. Alors qu'en réussissant à faire croire qu'il existe pour aider les citoyen-ne-s, il semble légitime à un bon nombre de ces citoyen-ne-s, y compris des plus défavorisé-e-s. Seulement pour protéger cette image il faut faire disparaître la part d'arbitraire énorme qui anime l'Etat.** Si toutes les décisions favorisant la bourgeoisie aux dépens des travailleur-se-s étaient assumé-e-s et présenté-e-s comme telles par l'Etat, on peut se douter qu'il ne resterait pas longtemps en place. Alors elles sont enrobées pour faire croire que l'Etat sert la population, et la loi apparaît. Et à partir de là c'est un véritable concours de foutage de gueule : **on ne protège pas les intérêts financiers bourgeois, non, on protège la propriété de tou-te-s. On ne permet pas l'exploitation des plus précaires par les bourgeois-es, on fluidifie le marché du travail pour permettre à tou-te-s d'avoir un emploi (spoiler, ça ne marche pas). Et si le prolétariat se soulève un peu trop, on lâche quelques mesures sociales pour éviter que tout ne nous éclate à la gueule. Puis on les récupère avec le temps, en toute discrétion.**

Quand au nom de l'égalité de tou-te-s devant la loi on condamne des précaires à des peines de prison ferme pour avoir volé à manger pendant que des bourgeois-es planquent l'argent obtenu en exploitant des travailleur-se-s dans des paradis fiscaux en toute impunité, on ne peut que s'interroger. Quand au nom de la liberté on défend les inégalités sociales parce qu'après tout, les pauvres « n'avaient qu'à bien travailler à l'école », on voit bien que quelque chose cloche.

Il semble évident au regard de ces éléments que **la loi, et la « Justice » qui l'applique, ne sont que des outils permettant de réprimer de façon plus efficace et plus insidieuse qu'avec la seule force brute. Le plus efficace restant la combinaison des deux : les policier-e-s ne sont jamais condamné-e-s pour violences policières, mais les militant-e-s interpellés en manifestation sont condamné-e-s même quand les dossiers à charge sont vides.**

Pourquoi ce rappel ? Tout simplement pour dire que nous n'avons rien à attendre de la « Justice » et des institutions étatiques en général, et que le comportement de ces dernières en révèle beaucoup sur l'état d'esprit de nos dirigeant-e-s.

Iels nous répriment toujours plus ? Ça veut dire que contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire nous ne sommes pas démunies, qu'ils ne sont pas aussi à l'aise qu'ils voudraient nous faire croire. Les lois scélérates des années 1890 avaient pour but de mettre fin au mouvement anarchiste, et n'ont pas atteint leur objectif, nous sommes toujours là. **Celles d'aujourd'hui ont pour but de nous empêcher de mettre terme à des siècles d'oppressions capitaliste, patriarcale et colonialiste. A nous de nous arranger pour qu'elles n'atteignent pas plus leur objectif que leurs ancêtres.**

Article complémentaire :

- [L'ordre du régime : reconnaissance faciale, matraque, lois scélérates, pré-crime, mensonges et langages à la Big Brother...](#) - Déjà extrémiste et autoritaire, le régime se montre à présent fasciste et dictatorial ! No pasaran ! (...) L'Etat et le capitalisme ne peuvent que se durcir et s'empirer avec le temps car les pouvoirs et l'argent se concentrent, et il leur faut aller toujours plus loin dans le contrôle pour durer.

Et si les contestations et résistances se renforcent ils doivent accentuer la répression car ils ne tiennent plus que par la force policière.

Dans un tel système antidémocratique, autoritaire et oligarchique, les gouvernements et les politiciens, de gré ou de force, doivent faire les garde chiourmes. Ils répriment à tout va et font avaler des couleuvres de plus en plus grosses. (...)